



MARTINE
BERTHET

Monsieur Luc VELTER
Président
Monsieur Rachid AZZOUG
Secrétaire général
Syndicat National CTFC Finances Publiques
Bâtiment Condorcet
8 Rue Louise WEISS
75013 PARIS

Albertville, le 7 octobre 2019

Nos réfs. : 2019_1171_/MB/RT

SENATRICE DE LA
SAVOIE

*Membre de la
Commission des
Affaires sociales*

*Membre de la
délégation sénatoriale
aux entreprises*

CONSEILLERE
DEPARTEMENTALE DE
LA SAVOIE

Canton Albertville I

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,

J'accuse bonne réception de votre courrier du 29 août dernier relatif au nouveau réseau de proximité de la DGFIP. Soyez assurés que j'en ai pris connaissance avec la plus grande attention.

En effet, j'ai rencontré dernièrement Monsieur le Directeur des Finances Publiques de la Savoie et l'ai expressément sollicité afin qu'il organise des rencontres avec les élus locaux. Ces derniers, que j'ai rencontrés lors des réunions organisées par mes soins sur l'ensemble du territoire savoyard dans le cadre du futur examen du Projet de loi « engagement et proximité » m'ont assuré avoir été contactés en ce sens.

Ceux-ci, tout comme moi, restent inquiets quant au sujet de la nouvelle cartographie de la DDFIP, étant en effet totalement opposés au démantèlement et au recul des services de proximité en faveur des administrés.

Tout un chacun rejoint l'avis de M. Jacques Toubon, défenseur des droits, qui dans son dernier rapport annuel a pointé un recul du service public avec « *de moins en moins de présence humaine dans les services publics, dans les administrations, en face des usagers, des prestataires, des justiciables* ». De plus, la dématérialisation voulue par le Gouvernement d'ici 2022 est fortement préjudiciable pour les personnes vulnérables, soit par la difficulté pour certains à s'équiper ou savoir utiliser les services en lignes, soit parce que « *l'on estime à 7.5 millions le nombre de personnes privées d'une couverture internet de qualité* ».



Nos élus locaux s'inquiètent également de la mise en place des « Maisons France Services ». En effet, ils s'interrogent sur les modalités pratiques à mettre en œuvre ainsi que sur la formation et le coût de la mise à disposition de fonctionnaires de mairie à cet endroit. Qui plus est, cela obligerait une ouverture quotidienne de certaines petites mairies alors que ce n'est pas le cas actuellement.

J'ai par ailleurs, reçu le 11 septembre dernier, en ma permanence albertvilloise vos homologues départementaux de l'intersyndicale *de la DDFIP Savoie, Solidaires Finances Publiques* et *FO DGFIP*.

Lors de cette réunion, les agents m'ont fait part de leur inquiétude quant à la question de la mobilité imposée due à la nouvelle cartographie des services et qui concernerait au moins 20% des fonctionnaires. Aussi ai-je rappelé par courrier à Monsieur le Directeur départemental des finances publiques de la Savoie la nécessité de les associer en amont des décisions qui auraient des conséquences à la fois sur leur activité professionnelle mais aussi sur leur vie personnelle.

Vous pouvez compter sur ma vigilance et de mes actions pour soulever ce problème national dans mes prochains travaux au Sénat en rappelant la particularité de notre département et de nos territoires ruraux et de montagne qui méritent plus que jamais de s'attarder sur les questions de déplacement et de proximité des services.

Je vous tiendrai naturellement informés des retours qui me seront faits à ce sujet.

Restant à votre entière écoute, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de mes salutations distinguées.

Bien sincèrement

Martine Berthet

